

Partenariat et rôle des villes et municipalités Partager nos stratégies gagnantes

Table ronde

Conférencier : Franz Vanderschueren

Animateur : Dimitri Panagos

Secrétaire : Elsa Galerand

Exposé

M. Franz Vanderschueren, ex-coordonnateur du programme Villes plus sûres, indique dans un premier temps qu'il parlera de réseaux. Pourquoi des réseaux ? Sans doute pour retenir et utiliser les techniques et les expériences des autres mais aussi pour soutenir les personnes qui travaillent au plan de la prévention eu égard à la sécurité des femmes. Dans le domaine de la prévention, tous sont pionniers, tous rencontrent des obstacles. C'est pourquoi il est nécessaire d'échanger sur les expériences que chacun mène de son côté, sur les problèmes rencontrés —souvent identiques — et d'élaborer ses propres solutions en tenant compte de celles des autres.

Il faut créer des solidarités. UN-HABITAT, programme de villes, en est un bon exemple. Il permet de profiter de toutes les conférences sur les milieux urbains pour faire inscrire un atelier sur la sécurité et de s'assurer que le thème de la sécurité des femmes soit présent. On traite généralement des problèmes sociaux en les découpant en tranches. Il faut faire en sorte que la sécurité des femmes y occupe une place, d'où l'importance d'être présents partout où l'on aborde les problèmes sociaux. Il faut également maintenir des contacts entre les coordonnateurs des différentes villes d'une même région et montrer comment on peut adapter des projets pour répondre aux besoins des unes et des autres. Enfin, il est bénéfique de tenir des réunions parallèles visant à intégrer de nouvelles expériences et à les faire connaître, de sorte qu'elles puissent servir ailleurs.

Monsieur Vanderschueren souligne que la mise en réseau doit être Nord/Sud et Sud/Nord. Nous avons, dit-il, beaucoup à apprendre des expériences du Sud, souvent bien en avance par rapport à nous. Il cite notamment les interventions auprès des hommes violents en Afrique du Sud.

Commentaires

En réponse à des commentaires sur certains éléments de son exposé, M. Vanderschueren mentionne que dans le cadre du programme HABITAT, il y a un programme *Meilleures pratiques* qui est une base de données de bonnes pratiques concernant les femmes et les jeunes. On s'interroge sur l'accessibilité de ces bases de données. De fait, il y a problème : pour en bénéficier, il faut aller chercher l'information. Les mauvaises pratiques de diffusion ne résultent pas d'une sorte d'élitisme, mais de la bureaucratie. De plus, HABITAT, c'est en Afrique, en dehors des grands moyens de diffusion. C'est une petite agence qui n'a pas beaucoup de fonds et qui s'occupe des pays les plus pauvres. Un effort est fait actuellement quant au financement et à la diffusion par les gouvernements nationaux des programmes d'HABITAT.

Échanges

Comment éviter les obstacles auxquels font face celles et ceux qui veulent développer des programmes publics concernant la sécurité des femmes. Par exemple, à Montréal, l'administration est morcelée, le financement est à court terme, etc. Comment, dans les dédales bureaucratiques, toucher l'ensemble des services municipaux ? Les structures municipales sont calquées sur les structures gouvernementales plutôt mal adaptées dans ce contexte. Peut-on penser à avoir, dans la structure municipale, quelqu'un qui s'occuperait des affaires des femmes ? Une intervenante souligne que le travail entrepris est un travail de pionniers et qu'on ne peut s'attendre à ce que des gens spécialisés dans des domaines précis y comprennent automatiquement quelque chose.

Une architecte de Lima, au Pérou, fait part d'une expérience intéressante : dans un quartier, environ 200 personnes, sans aucun appui du gouvernement, améliorent eux-mêmes leur quartier. Les femmes ont reçu une formation sur de nouvelles techniques de construction et elles ont créé une petite entreprise qui fonctionne. À Lima, -exemple à étendre- elles ont mis sur pied une micro-entreprise qui produit le béton et les briques, et peut construire des maisons sécuritaires.

En Tanzanie, le programme Dar Es Salam a été placé sous l'égide du conseil municipal. On s'attendait à ce que les autres villes suivent l'exemple de Dar Es Salam. Il n'y eut pas de retombées. Personne ne pensait que cela faisait partie de sa tâche. Par contre, à Dar Es Salam, les femmes ont fait le travail exploratoire, partagé leurs expériences, discuté avec les autorités locales et, par exemple, ont mené à bon port une campagne pour que chaque maison éclaire son territoire et que la municipalité fasse le reste.

Au Québec, on a produit une trousse pour convaincre les municipalités qu'elles ont un rôle à jouer. On y aborde les questions de prévention, de diagnostic et de mise en œuvre de plus d'actions, on y discute du rôle des municipalités et l'on présente des exemples locaux et internationaux. On entend le distribuer à 800 municipalités.

À Edmonton, en Alberta, on a constitué un groupe sur l'investissement des femmes autochtones.

Dans les villes brésiliennes, on retrouve des programmes collectifs comme le budget participatif. Il y a consultation sur les priorités budgétaires.

À Vancouver, il y a des ateliers sur le fonctionnement municipal. Les femmes s'y impliquent beaucoup.

Constats et enjeux

- 1) Il y a un réel manque de sensibilité à l'égard des problèmes chez les femmes et plus encore chez les hommes, ce qui mène à une culture bureaucratique qui rend difficile d'atteindre et de maintenir l'intérêt des municipalités.
- 2) Les problèmes sociaux sont généralement découpés en morceaux par les administrations municipales. Il est souvent difficile d'identifier le bon interlocuteur. Il faut alors essayer de convaincre l'ensemble de services municipaux, en n'oubliant pas le manque de contact entre les différentes autorités municipales.
- 3) Il y a de mauvaises pratiques de diffusion, en raison de la bureaucratisation ou de problèmes financiers, même à l'ONU.
- 4) Les règlements établis par les autorités locales sont parfois des obstacles aux actions entreprises. Les leaders manquant d'intérêt pour les projets, ce qui nuit à leur extension, à l'utilisation de leurs résultats dans d'autres villes. Enfin, il y a souvent des difficultés pour établir un consensus parmi les groupes ou les personnes qui sont concernés par les problèmes des femmes. Il est difficile dans ce cas-là de présenter un front uni aux autres municipalités.
- 5) Il y a un accent sur la surveillance, les prisons et les pénalités quand il s'agit de sécurité publique, au lieu d'un accent sur les actions communautaires de prévention.
- 6) Très souvent, le gouvernement local ne représente pas bien la communauté et encore moins ses membres les plus vulnérables.
- 7) La pauvreté et le chômage nuisent au cheminement de la cause des femmes et à la solution de leurs problèmes. Il convient de s'en occuper de façon particulière.

8) Il y a souvent des difficultés à obtenir des consensus au sein des groupes ou des personnes qui travaillent à la cause des femmes. Il est dès lors impossible de présenter un front commun auprès des autorités municipales.

Recommandations

1) Les villes, les gouvernements, les ONG, etc. doivent être proches des gens pauvres et les écouter pour les aider.

2) Il faut examiner ce qui se fait déjà au plan communautaire et le renforcer. Les problèmes sont communautaires. C'est à ce niveau qu'il convient d'assumer les responsabilités.

3) Il faut mettre en relief les meilleures pratiques, à l'intention des municipalités, des organisations internationales, etc. Exemples de *meilleures pratiques* cités dans cette table ronde : 1) l'établissement de liens entre les ONG et les organisations de femmes du Nord et du Sud; 2) le programme HABITAT; 3) l'attribution à une personne, par les municipalités, de la responsabilité d'agir comme coordonnateur quand il s'agit des questions concernant directement les femmes, ce qui faciliterait les échanges entre les organisations de femmes et les municipalités; 4) les micro-entreprises de Lima, qui accroissent la participation des femmes au plan municipal et leur procurent des revenus additionnels; 5) la participation des femmes à l'établissement des priorités budgétaires dans les villes brésiliennes.

4) Effectuer des changements de mentalité pour donner autant d'attention à la prévention qu'à la punition.